



CHAPITRE 76

Loi modifiant la charte de la cité des
Trois-Rivières

[Sanctionnée le 13 mai 1942]

CHAPTER 76

An Act to amend the charter of the city of
Trois-Rivières

[Assented to, the 13th of May, 1942]

Préambu-
le.

ATTENDU que la cité des Trois-Rivières a représenté par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi, 5 George V, chapitre 90, modifiée par les lois 6 George V, chapitre 45; 7 George V, chapitre 63; 8 George V, chapitre 85; 9 George V, chapitre 93; 10 George V, chapitre 88; 11 George V, chapitre 113; 18 George V, chapitre 99; 19 George V, chapitre 98; 21 George V, chapitre 128; 22 George V, chapitre 108; 23 George V, chapitre 126; 25-26 George V, chapitre 116; 1 George VI, chapitre 106; 3 George VI, chapitre 107; 4 George VI, chapitre 83 et 5 George VI, chapitre 75, soit de nouveau modifiée à l'effet ci-après et que certains pouvoirs spéciaux lui soient accordés; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1933,
c. 126,
a. 7, remp.

1. L'article 7 de la loi 23 George V, chapitre 126, remplacé par l'article 8 de la loi 4 George VI, chapitre 83, est de nouveau remplacé par le suivant:

Gérant.

"7. La cité doit avoir un officier appelé "gérant" ou "administrateur municipal".

Pouvoirs
et devoirs.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 de la loi 1 George VI, chapitre 106, celles de l'article 69 de la Loi des cités et villes,

WHEREAS the city of Trois-Rivières has represented by its petition, that it is in the interest of the ratepayers and of the good administration of its affairs, that its charter, the act 5 George V, chapter 90, as amended by the acts 6 George V, chapter 45; 7 George V, chapter 63; 8 George V, chapter 85; 9 George V, chapter 93; 10 George V, chapter 88; 11 George V, chapter 113; 18 George V, chapter 99; 19 George V, chapter 98; 21 George V, chapter 128; 22 George V, chapter 108; 23 George V, chapter 126; 25-26 George V, chapter 116; 1 George VI, chapter 106; 3 George VI, chapter 107; 4 George VI, chapter 83, and 5 George VI, chapter 75, be again amended to the following effect and that certain special powers be granted to it; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 7 of the act 23 George V, 1933, chapter 126, as replaced by the act 4 c. 126, George VI, chapter 83, section 8, is again replaced by the following:

"7. The city shall have an officer called Manager, "manager" or "municipal administrator".

Notwithstanding the provisions of section 4 of the act 1 George VI, chapter 106, and those of section 69 of the Cities Powers and duties.

(Statuts refondus, 1941, chapitre 233) les pouvoirs exclusifs et les devoirs du gérant ou administrateur municipal seront les suivants:

- a) Surveiller l'application des lois et règlements;
- b) Diriger les services municipaux;
- c) Engager et destituer les officiers et employés, subordonnés à l'approbation du conseil municipal, mais sans dérogation aux articles 104 et 106 de la Loi des cités et villes;
- d) Recommander au conseil les mesures qu'il croit avantageuses pour le bien de la corporation;
- e) Tenir le conseil au courant de la situation financière et des besoins futurs de la corporation;
- f) Préparer et soumettre au conseil les estimations budgétaires annuelles;
- g) Contrôler toutes les dépenses autorisées par le budget;
- h) Préparer et soumettre au conseil tous rapports que celui-ci exigera; et

i) Tenir le public au courant des affaires de la corporation, au moyen de rapports soumis d'abord au conseil.

Traite-
ment.

Cet officier sera engagé par le conseil au moyen d'une résolution fixant son traitement lequel ne pourra plus être réduit.

Destitu-
tion.

Il ne pourra être destitué que conformément à la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux (S.R. 1941 chapitre 235).

S. R. c.
233, aa.
108-121
ab. pour
cité.

Les articles 108 à 121 inclusivement de la Loi des cités et villes sont révoqués en ce qui concerne la cité des Trois-Rivières."

Id., a.
526a, aj.
pour cité.

2. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 526 de la Loi des cités et villes:

Défini-
tions.

"**526a.** 1. Pour les fins du présent article à moins que le contexte ne présente un sens différent:

"Ache-
teur";

a) "Acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

"Bien mo-
bilier";

b) "Bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'élec-

and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the exclusive powers and the duties of the manager or municipal administrator shall be the following:

- a. To supervise the carrying out of the law and by-laws;
- b. To direct the municipal services;
- c. To engage and dismiss the officers and employees, subject to the approval of the municipal council, but without derogating from sections 104 and 106 of the Cities and Towns Act;
- d. To recommend to the council such measures as he may deem beneficial for the welfare of the corporation;
- e. To keep the council informed upon the financial situation and the future needs of the corporation;
- f. To prepare and submit to the council the annual budgetary estimates;
- g. To control all expenditures authorized by the budget;
- h. To prepare and submit to the council all reports which the latter may require; and

i. To keep the public informed about the affairs of the corporation by means of reports first submitted to the council.

Such officer shall be engaged by the council by a resolution which shall fix his salary, which salary may not be reduced.

He can only be dismissed in conformity with the Municipal Officers Dismissal Act (R.S., 1941, chapter 235).

Sections 108 to 121, inclusive, of the R. S., Cities and Towns Act are repealed in so far as the city of Trois-Rivières is concerned." c. 233, ss. 108-121, repealed for city.

2. The following section is added, for the city, after section 526 of the Cities and Towns Act: Id., s. 526a, added for city.

"**526a.** 1. In this section, unless the context indicates a different meaning: Definitions:

a. "Purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinafter mentioned; "Purchaser";

b. "Moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes "Moveable property";

- tricité et aussi le service local de téléphone seulement;
- "Personne"; c) "Personne" désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;
- "Prix de vente", "Prix d'achat"; d) "Prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;
- "Vente"; e) "Vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;
- "Vente en détail"; f) "Vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;
- "Usager"; g) "Usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;
- "Vendeur"; h) "Vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;
- "Territoire"; i) "Territoire" signifie le territoire des cités des Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine;
- "Cité"; j) "Cité" signifie la cité des Trois-Rivières;
- k) "Municipalité" signifie la cité du Cap-de-la-Madeleine.
2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1er mai 1942, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien
- gas and electricity, and also local exchange telephone service only;
- c. "Person" includes an individual, a firm, a company, a corporation, an estate, an association of persons, a sequestrator, a trustee in bankruptcy, a liquidator, a fiduciary trustee, an administrator or an agent;
- d. "Sale price" or "purchase price" means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other consideration or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, for interest, for finance, for service, for customs, for excise and for transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;
- e. "Sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, a lease or any other contract whereby at a price or other consideration a person delivers or binds himself to deliver, to another, moveable property;
- f. "Retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;
- g. "User" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or for that of other persons at his expense;
- h. "Vendor" means any person who sells moveable property at a retail sale in the territory, for purposes of consumption or use and not for resale;
- i. "Territory" means the territory of the cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine;
- j. "City" means the city of Trois-Rivières;
- k) "Municipality" means the city of Cap-de-la-Madeleine.
2. The city may impose by by-law and levy, from the first of May, 1942, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any mov-
- "Sale";
- "Sale price", "purchase price";
- "Sale";
- "Retail sale";
- "User";
- "Vendor";
- "Territory";
- "City";
- "Municipality";
- Sales tax.

meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

Ventes
hors du
territoire.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automobiles etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts révisés, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Exceptions.

3. La présente taxe ne s'applique pas :

- a) Aux obligations et actions de corporations;
- b) A tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
- c) A toutes transactions faites par l'entremise de *Canadian Commodity Exchange Inc.*;
- d) Aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) A la bière et au tabac;
- f) A la gasoline et au kérosène ("huile de charbon");
- g) Aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
- h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;

eable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold in the limits of the territory.

Subject to the exceptions in paragraph 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Sales
outside
territory.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise that the council may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Motor
vehicles,
etc.

3. This tax shall not apply to the following:

Exceptions.

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the *Canadian Commodity Exchange Inc.*;
- d. All debts, right of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Beer and tobacco;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);
- g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;
- h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;

i) Aux outils, instruments aratoires et leurs pièces de rechange, outillages de ferme et tracteurs, acquis par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme; ni aux véhicules à traction animale, aux grains et moutures, aux graines de semence, aux engrais, aux chevaux, aux harnais, aux bestiaux, aux tuyaux de drainage pour fins agricoles, également achetés par un agriculteur de bonne foi;

j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin;

m) Au prix des places en tramway, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) Au prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85);

o) Aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndicats d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetières, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans ledit territoire, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire assujéti à la taxe, pour consommation ou usage en dehors du territoire assujéti à la taxe;

s) Aux repas;

t) Aux livres de classe, bibles et livres de prières;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins sauf lorsqu'il s'agit de liqueurs douces ou d'eaux gazeuses.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le premier mai 1942. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier mai 1942,

i. Tools, farm implements and parts, farm machinery and tractors, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; nor animal-drawn vehicles, grain and mill feeds, seeds, fertilizers, horses, harness for horses, livestock and drain tiles for agricultural purposes, also purchased by a *bona fide* farmer;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchase by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Price of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the said territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory subject to the tax, for consumption or use outside of the territory subject to the tax;

s. Meals;

t. School books, Bibles and Prayer Books;

u. Telegraph messages;

v. Sales for a price of ten cents or less, save where soft drinks or aerated waters are concerned.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st of May, 1942. The tax is not exigible in the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of May, 1942,

Ventes
avant 1er
mai 1942.

Sales
before
May 1,
1942.

et si elle a été payée, la cité est autorisée à faire remise.

Excep-
tions.

Cependant, toute marchandise livrée après le 1er mai 1942, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le 1er mai 1942, est assujettie à la taxe.

Vente
annulée.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échange.

Lorsqu'une personne donne en échange, pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la cité des Trois-Rivières pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue à la cité, le tout suivant les dispositions des règlements que la cité adoptera en vertu du présent article.

Recours.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur
de l'exté-
rieur.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaire ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la cité des Trois-Rivières.

Ententes.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaire dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes au détail, la cité des Trois-Rivières pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la cité des Trois-Rivières comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of May, 1942, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of May, 1942, shall be subject to the tax.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the city of Trois-Rivières for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the city, according to the provisions of the by-laws which the city shall adopt in virtue of this section.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence or place of business in the territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the city of Trois-Rivières.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the city of Trois-Rivières may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the city of Trois-Rivières, as if the sale had been made in the limits mentioned in this section.

Plusieurs articles.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Computation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un sou est comptée pour un sou entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la cité des Trois-Rivières du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la cité des Trois-Rivières contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité ou par la municipalité.

Remises prohibées.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règlementation de perception.

9. La cité des Trois-Rivières peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'elle

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several articles sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Computation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the city of Trois-Rivières for the amount of the tax collected. The claim of the city of Trois-Rivières against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city or by the municipality.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to purchase retail, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obligatory payment.

It shall be unlawful for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax the imposition whereof is authorized by this section shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The city of Trois-Rivières may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to the city, under oath, on the

By-laws for collecting tax.

fixera et suivant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par elle sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au trésorier de la cité ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the city, to remit to the city the tax collected, on the dates and in the manner determined by the said city, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by the city are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the treasurer of the city or his representatives any information they may require.

Adoption
de règle-
ments.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le conseil de la cité sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis, et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié deux jours consécutifs dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise publiés aux Trois-Rivières, aura dans le territoire le même effet et la même force obligatoire que s'il eût été adopté par la cité et par la municipalité.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the city council without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, after having been published for two consecutive days in one newspaper published in French and in one newspaper published in English, in Trois-Rivières, such by-law shall have within the territory the same effect and the same force as if it had been adopted by the city and by the municipality.

Adoption
of by-
laws.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la cité un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, devant le trésorier de la cité ou son assistant, ou devant le greffier de la cité des Trois-Rivières, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

10. Every person required to furnish to the city a report under oath may take such oath before a notary public or a commissioner of the Superior Court for the district of Three Rivers, before the city treasurer or his assistant or before the city clerk of Trois-Rivières, who are hereby authorized to receive such oath.

Taking
oath.

Montant.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le trésorier de la cité des Trois-Rivières établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la cité des Trois-Rivières. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

11. If the vendor does not make the report required, the treasurer of the city of Trois-Rivières shall establish, to his best knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the city of Trois-Rivières. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Fixing
amount
due city.

Peine
pour in-
fraction.

12. Toute personne, qui étant l'agent de la cité des Trois-Rivières pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et

12. Every person who, being the agent of the city of Trois-Rivières, for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes the present section

Offence
and
penalty.

est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Peine
pour in-
fraction.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction sciemment commise, en sus de paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité des Trois-Rivières pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité des Trois-Rivières pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité des Trois-Rivières pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre à la cité des Trois-Rivières la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infringement of this section and shall be liable for each infringement, knowingly committed, in addition to the payment of the tax and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city of Trois-Rivières for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city of Trois-Rivières for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay infringes the present act and shall be liable, for each infringement, in addition to the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city of Trois-Rivières for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the city of Trois-Rivières the tax which he has collected, infringes the present act and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and of the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

Offence
and penal-
ty.

Idem.

Idem.

Idem.

Peine
doublée.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this subsection 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.

Amen-
des.

13. La cité des Trois-Rivières peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

13. The city of Trois-Rivières may, by any by-law passed under this section, impose for any infringement, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.

Obliga-
tions du
contre-
venant.

14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la cité, ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les règlements.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any by-law adopted by the city shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the by-laws.

Compa-
gnies.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la cité est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la cité peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

15. When an infringement of one of the city's by-laws is committed by a company or a corporation, the fine which the city may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person.

Récidive.

16. Dans le cas de récidive, la cité peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

16. In the case of subsequent offence, the city may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.

Délai.

17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.

Juridic-
tion.

18. La Cour du recorder de la cité des Trois-Rivières a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la cité des Trois-Rivières, soit en vertu du présent article, soit en vertu de tout règlement que cet article autorise pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaire du défendeur.

18. The Recorder's Court of the city of Trois-Rivières has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the city of Trois-Rivières, either in virtue of this section or in virtue of any by-law authorized by this section, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser, and of the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever may be the amount of such tax and of such fines and whatever may be the place of domicile or residence or the place of business of the defendant.

Idem.

La cité des Trois-Rivières peut également intenter toute telle action soit devant la Cour du magistrat du district des Trois-Rivières, ou soit devant la Cour supérieure du district des Trois-Rivières, suivant le

The city of Trois-Rivières may also bring any such action before the Magistrate's Court of the district of Three Rivers or before the Superior Court of the district of Three Rivers, accord-

montant réclamé quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier paragraphe de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Autre mode de perception.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la cité peut également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans sa charte pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Responsabilité pour employés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours, que la cité peut exercer en vertu du présent article ou des règlements que la cité pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement, suivant le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est celui fixé par la charte pour les autres taxes. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par la cité en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. La cité peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Partage.

22. Le revenu annuel perçu par la cité provenant de ladite taxe, sera, après déduction des dépenses encourues par la cité pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par la cité entre elle et la municipalité à raison de 83 pour cent pour la cité, et 17 pour cent pour la municipalité.

ing to the amount claimed, whatever may be the place of domicile or of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the city may also recover the said tax, either from the vendor as regards the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in its charter for the collection of taxes owing to it and with the same privileges.

Alternative procedure.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed as having been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the city may exercise under this section or the by-laws which the city may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Responsibility for employees, etc.

20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this section is the same as that fixed by the charter for other taxes. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the city in virtue of this section, such delay shall be of one year from the date when the infringement was committed.

Prescription.

21. The city may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

Percentage to vendor.

22. The annual revenue collected by the city and accruing from this tax shall, after deducting the expenses incurred by the city for the imposition and collection of this revenue, be divided every three months by the city between itself and the municipality at the rate of 83 per cent for the city and 17 per cent for the municipality.

Division.

Partage. Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et la cité, ce partage sera fait dans les quinze jours des remises par le trésorier de la province à la cité, sujet à ce que ci-dessus.

If the collection of this tax is made by the Provincial Treasurer in consequence of one or more agreements entered into between the Provincial Treasurer and the city, such division shall be made within fifteen days of the remittance by the Provincial Treasurer to the city, subject to the foregoing.

Privilège. 23. Nonobstant les dispositions du présent article, la cité conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité ou par la municipalité."

23. Notwithstanding the provisions of this section, the city retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city or by the municipality."

1937, c. 106, s. 13, remp. **3.** L'article 13 de la loi 1 George VI, chapitre 106, est remplacé par le suivant:

3. Section 13 of the act 1 George VI, chapter 106, is replaced by the following:

Pensions de retraite. "13. La cité pourra payer une pension de retraite à ses officiers ou employés permanents après un minimum de vingt-cinq ans de service, pourvu que, dans chaque cas, le montant de la pension annuelle n'excède pas cinquante pour cent de la moyenne du salaire payé à l'officier ou employé bénéficiaire au cours de ses cinq dernières années de service."

"13. The city may pay a retiring pension to its permanent officers or employees, after at least twenty-five years of service, provided that, in each case, the yearly pension does not exceed fifty per cent of the average salary paid to the officer or employee receiving the same during his last five years of service."

Exemption de taxes pour "Maison Martel". **4.** L'immeuble suivant, connu sous le nom de "Maison Martel", est déclaré exempt, tant pour le passé que l'avenir aussi longtemps qu'il sera employé comme musée public, de toutes taxes municipales, générales et spéciales, et de toutes cotisations scolaires, tant en ce qui concerne la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières que la *Dissentient School Municipality of the City of Trois-Rivières*, savoir:

4. The following immovable, known as *Maison Martel* is declared exempt, both for the past and for the future as long as it is used as a public museum, from all general and special municipal taxes and from all school assessments both as regards the Catholic School Commission of Three Rivers and as regards the Dissentient School Municipality of the City of Trois-Rivières, namely:

Description. Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Bonaventure, de forme irrégulière, étant la partie sud-est et nord-est du lot de terre connu sous le numéro deux mille cent soixante-trois (2163) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant cent huit pieds de front sur la rue Bonaventure et allant en élargissant de manière à avoir cent quatorze pieds de largeur au bout de cent quarante-sept pieds de profondeur, le tout plus ou moins et à mesure anglaise, et de là prenant toute

An emplacement of irregular shape, situated on the northeast side of Bonaventure street, being the southeast and northeast portion of the lot of land known under the number two thousand one hundred and sixty-three (2163) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, containing one hundred and eight feet of frontage on Bonaventure street and then widening to one hundred and fourteen feet in width at a depth of one hundred and forty-seven feet, the whole English measure and more

la largeur dudit lot numéro deux mille cent soixante-trois sur le reste de sa profondeur, et borné en front par la rue Bonaventure, telle qu'actuellement élargie, en profondeur aux terrains appartenant aux représentants de M. Isaïe Dufresne et des successions Ubald Bureau et D.-G. LaBarre, au côté sud-est par le terrain appartenant au Docteur W. Godin et la partie vendue à ce dernier par Madame Marie-Joséphine-Hermine Quesnel, avec la maison en pierre et autres bâtisses dessus construites.

or less, thence taking in the whole width of the said lot number two thousand one hundred and sixty-three for the remaining depth thereof, and bounded in front by Bonaventure street, as now widened, in rear by the lands belonging to the representatives of Mr. Isaïe Dufresne and of the estates of Ubald Bureau and D. G. LaBarre, on the southeast side by the land belonging to Doctor W. Godin and the portion sold to the latter by Mrs. Marie Josephine Hermine Quesnel, with the stone house and other buildings thereon erected.

Rétroac-
tivité.

5. L'article 1 de la présente loi aura effet à compter du 3 janvier 1942, sauf à l'égard des frais sur les procédures judiciaires pendantes lors de la sanction de la présente loi et du droit, pour le contrôleur des finances de la cité des Trois-Rivières en fonction le 2 janvier 1942, de recouvrer de la cité des Trois-Rivières tous dommages auxquels il pourrait avoir droit à raison de son renvoi, comme si la présente loi n'avait jamais été adoptée.

5. Section 1 of this act shall be in force as from the 3rd of January, 1942, except as regards the costs of any judicial proceedings pending at the time of the sanctioning of this act and the right of the Comptroller of Finances of the city of Trois-Rivières in office on the 2nd of January, 1942, to recover from the city of Trois-Rivières any damages to which he may be entitled through his dismissal, as if this act had not been passed.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

6. Nonobstant les dispositions de l'article 429 de la Loi des cités et villes, modifié pour la cité par l'article 6 de la loi 3 George VI, chapitre 107; les dispositions des articles 488 et 521 de la Loi des cités et villes; les dispositions de l'article 528a de cette même loi édicté pour la cité par l'article 7 de la loi 22 George V, chapitre 108 et les dispositions de l'article 8 de ladite loi 22 George V, chapitre 108 et les dispositions des articles 249, 254, 367, 371 et 372 de la Loi de l'instruction publique:

6. Notwithstanding the provisions of section 429 of the Cities and Towns Act, as amended for the city by the act 3 George VI, chapter 107, section 6; the provisions of sections 488 and 521 of the Cities and Towns Act; the provisions of section 528a of the same act, as enacted for the city by the act 22 George V, chapter 108, section 7; the provisions of the act 22 George V, chapter 108, section 8, and the provisions of sections 249, 254, 367, 371 and 372 of the Education Act:

Commu-
tation de
taxes à
Consoli-
dated Pa-
per Corp.

a) Les bâtisses industrielles, terrains et machineries situés en la cité des Trois-Rivières, appartenant à la *Consolidated Paper Corporation Limited* et portés au rôle d'évaluation de ladite cité pour 1942 comme suit:

Division Wayagamack	
Pulp & Paper Com-	
pany.....	\$4,296,600.00
Division Wayagamack	
News Limited.....	2,515,500.00

et toutes les additions et améliorations pour fins industrielles, qui pourront y être faites jusqu'au 31 décembre 1944, seront portées à chaque année au rôle d'évaluation de ladite cité pour leur valeur réelle;

a. The industrial buildings, lands and machinery situated in the city of Trois-Rivières, belonging to Consolidated Paper Corporation Limited and entered in the valuation roll of the said city for 1942 as follows:

Division Wayagamack	
Pulp & Paper Com-	
pany.....	\$4,296,600.00
Division Wayagamack	
News Limited.....	2,515,500.00

and all additions and improvements for industrial purposes which may be made thereto up to the 31st of December, 1944, shall be entered every year in the valuation roll of the said city at their actual

Retro-
active
effect.

Provi-
sions not
applica-
ble.

Commu-
tation of
taxes to
Consoli-
dated Pa-
per Corp.

cependant, pour les années 1942, 1943 et 1944, lesdites bâtisses industrielles, terrains, machineries, additions et améliorations ne seront imposables et imposés pour les taxes municipales et scolaires tant générales que spéciales que sur un montant fixe de six millions de dollars;

Communi-
cation de
taxes à
Wabasso
Cotton Co.

b) Les bâtisses industrielles, machineries et terrains situés en la cité des Trois-Rivières, appartenant à *The Wabasso Cotton Company Limited*, portés au rôle d'évaluation de ladite cité pour l'année 1942, pour une valeur de quatre millions, quatre cent quatre-vingt-treize mille, trois cents dollars, et toutes les additions et améliorations qui pourront y être faites pour fins industrielles jusqu'au 31 décembre 1944, seront portés à chaque année au rôle d'évaluation de ladite cité pour leur valeur réelle; cependant pour les années 1942, 1943 et 1944, lesdites bâtisses industrielles, terrains, machineries, additions et améliorations ne seront imposables et imposés pour les taxes municipales et scolaires tant générales que spéciales que sur un montant fixe de quatre millions de dollars; rien dans le présent article n'infirme ce qui a été réglé pour *The Wabasso Cotton Company Limited* par la loi 25-26 George V, chapitre 117;

Id., à Ca-
nada Iron
Foundries
Ltd.

c) Les immeubles, machineries et terrains situés en la cité des Trois-Rivières, appartenant actuellement à la *Canada Iron Foundries Limited*, portés au rôle d'évaluation de ladite cité pour l'année 1942 pour une valeur de un million, trois cent soixante-treize mille, neuf cents dollars, et toutes les améliorations et additions qui pourront y être faites pour fins industrielles jusqu'au 31 décembre 1944, seront portés à chaque année au rôle d'évaluation de ladite cité pour leur valeur réelle; cependant, pour les années 1942, 1943 et 1944, lesdits terrains, machineries et immeubles, améliorations et additions ne seront imposables et imposés pour les taxes municipales et scolaires tant générales que spéciales que sur un montant fixe de un million de dollars;

Valeur
annuelle
fixe pour
taxes d'af-
faires.

d) Pour les années 1942, 1943, 1944 et pour les fins de la taxe d'affaires que la cité des Trois-Rivières est autorisée à imposer en vertu de l'article 11 de la loi 21 George V, chapitre 128, la valeur annu-

value; nevertheless, for the years 1942, 1943 and 1944, the said industrial buildings, lands, machinery, additions and improvements shall be taxable and assessed for both general and special municipal and school taxes upon a fixed amount of six million dollars only;

b. The industrial buildings, machinery and lands situated in the city of Trois-Rivières, belonging to *The Wabasso Cotton Company Limited* and entered in the valuation roll of the said city for the year 1942 at a value of four million four hundred and ninety-three thousand three hundred dollars, and all additions and improvements which may be made thereto for industrial purposes up to the 31st of December, 1944, shall be entered every year in the valuation roll of the said city at their actual value; however, for the years 1942, 1943 and 1944, the said industrial buildings, lands, machinery, additions and improvements shall be taxable and assessed for both general and special municipal and school taxes upon a fixed amount of four million dollars only. Nothing in this section shall invalidate what was settled for *The Wabasso Cotton Company Limited* by the act 25-26 George V, chapter 117;

Communi-
cation of
taxes to
Wabasso
Cotton
Co.

c. The immoveables, machinery and lands situated in the city of Trois-Rivières, now belonging to *Canada Iron Foundries Limited* and entered in the valuation roll of the said city for the year 1942 at a value of one million three hundred and seventy-three thousand nine hundred dollars, and all improvements and additions which may be made thereto for industrial purposes up to the 31st of December, 1944, shall be entered every year in the valuation roll of the said city at their actual value; however, for the years 1942, 1943 and 1944, the said lands, machinery and immoveables, improvements and additions, shall be taxable and assessed for both general and special municipal and school taxes at a fixed amount of one million dollars only;

Id., to Ca-
nada Iron
Foundries
Ltd.

d. For the years 1942, 1943 and 1944, and for the purpose of the business tax which the city of Trois-Rivières is authorized to impose in virtue of the act 21 George V, chapter 128, section 11, the

Fixed
annual
value for
business
tax.

elle des propriétés imposables de la *Consolidated Paper Corporation Limited* est fixée à cent quatre-vingt-dix mille dollars; celle des propriétés imposables de *The Wabasso Cotton Company Limited* est fixée à cent trente mille dollars et celles des propriétés imposables de la *Canada Iron Foundries Limited* est fixée à trente-cinq mille dollars;

annual value of the taxable property of Consolidated Paper Corporation Limited is fixed at one hundred and ninety thousand dollars; that of the taxable property of The Wabasso Cotton Company Limited is fixed at one hundred and thirty thousand dollars, and that of the taxable property of Canada Iron Foundries Limited is fixed at thirty-five thousand dollars;

Condi-
tions.

e) Lesdites compagnies *Canada Iron Foundries Limited*, *The Wabasso Cotton Company Limited* et *Consolidated Paper Corporation Limited* ne bénéficieront de ce qui est réglé par le présent article qu'à la condition qu'elles se désistent, dans les vingt jours qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, chacune d'elles de toutes procédures instituées pour contester le rôle d'évaluation de la cité des Trois-Rivières et qui sont actuellement pendantes devant la Cour de magistrat dans et pour le district judiciaire des Trois-Rivières, sous le numéro 14221 pour la *Canada Iron Foundries Limited*, sous le numéro 14212 pour *The Wabasso Cotton Company Limited* et sous le numéro 14213 pour la *Consolidated Paper Corporation Limited*.

e. The said companies, *Canada Iron Foundries Limited*, *The Wabasso Cotton Company Limited* and *Consolidated Paper Corporation Limited*, shall only benefit by the provisions of this section on the condition that, within the twenty days following the coming into force of this act, each of them discontinue all proceedings taken to contest the valuation roll of the city of Trois-Rivières and which are now pending before the Magistrate's Court in and for the judicial district of Three Rivers, under the number 14221 as regards *Canada Iron Foundries Limited*, under the number 14212 as regards *The Wabasso Cotton Company Limited*, and under the number 14213 as regards *Consolidated Paper Corporation Limited*.

Condi-
tions.

Évalua-
tion de
Canada
Iron
Foundries
Ltd., cor-
rigée.

7. Il est par la présente loi ordonné et statué que les bâtisses industrielles, machineries et terrains situés en la cité des Trois-Rivières, et appartenant à la *Canada Iron Foundries Limited*, devaient être portés au rôle d'évaluation de 1939 pour la valeur de huit cent cinquante-trois mille dollars qu'il leur a toujours été reconnu de 1929 à 1938, et en 1940 et 1941.

7. It is hereby ordered and enacted that the industrial buildings, machinery and lands situated in the city of Trois-Rivières and belonging to *Canada Iron Foundries Limited* should have been entered in the valuation roll for 1939 at the value of eight hundred and fifty-three thousand dollars which was always given to them from 1929 to 1938, and in 1940 and 1941.

Valuation
of Canada
Iron
Foundries
Ltd., cor-
rected.

Rôles à
corriger.

Le rôle de l'évaluation de la cité des Trois-Rivières pour l'année 1939 et tous rôles de perception basés sur ce rôle d'évaluation sont en conséquence corrigés pour que la valeur desdits biens de la *Canada Iron Foundries Limited*, y apparaisse comme étant de huit cent cinquante-trois mille dollars comme si elle y avait été inscrite au moment de la préparation du dépôt de l'homologation dudit rôle d'évaluation, et au moment de la préparation et du dépôt desdits rôles de perception.

The valuation roll of the city of Trois-Rivières for the year 1939, and all collection rolls based on such valuation roll, shall be corrected accordingly, so that the value of the said property of *Canada Iron Foundries Limited* may appear therein as being eight hundred and fifty-three thousand dollars as if entered therein at the time of the preparation, deposit and homologation of the said valuation roll and at the time of the preparation and deposit of the said collection rolls.

Rolls to be
corrected.

Idem.

Le trésorier de la cité devra, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, inscrire ces

The city treasurer shall forthwith on the coming into force of this act enter

Entries
in roll.

corrections sous sa signature en marge du dit rôle d'évaluation et de tous rôles de perception basés sur icelui vis-à-vis le nom de la *Canada Iron Foundries Limited*, en y indiquant que lesdites corrections sont faites en vertu de la présente loi.

Correc-
tion.

En tout ce qui a été basé sur ce rôle d'évaluation et ces rôles de perception, le trésorier de la cité devra faire sous sa signature, les corrections mentionnées aux deux paragraphes précédents, là où il sera nécessaire de les faire, en indiquant que lesdites corrections sont faites en vertu de la présente loi.

Disposi-
tion décl-
ratoire.

Sujet aux dispositions spéciales de la loi 22 George V, chapitre 108, article 11, qui la concerne, quant à l'imposition des taxes par la cité des Trois-Rivières, la *Canada Iron Foundries Limited*, n'a jamais dû, ne doit pas et ne devra pas en vertu de tous rôles de perception, de toutes cotisations ou impositions basés sur le rôle d'évaluation de 1939, des taxes calculées sur un montant excédant huit cent quarante-trois mille dollars. Mais ni la Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières, ni les syndicats des Écoles dissidentes des Trois-Rivières ne seront tenus à aucun remboursement à raison des dispositions ci-dessus.

S. R.
c. 233,
a. 496,
mod. pour
la cité.

8. L'article 496 de la Loi des Cités et Villes remplacé pour la cité par l'article 4 de la loi 4 George VI, chapitre 83, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Bureau
spécial.

"496. Les plaintes produites en vertu de l'article 495 sont jugées par un bureau spécial appelé "Bureau d'audition des plaintes au rôle". Ce bureau est composé du recorder de la cité, de l'ingénieur de la cité et d'un expert nommé chaque année par le conseil, pour faire partie de ce bureau et rester en fonction jusqu'à la nomination de son remplaçant. Le conseil doit nommer cet expert chaque année à la date du dépôt du rôle en vertu de l'article 494. Le recorder est le président de ce bureau et le greffier de la Cour du recorder en est le secrétaire."

these corrections over his signature in the margin of the said valuation roll and of all collection rolls based thereon, opposite the name of Canada Iron Foundries Limited, with an indication that the said corrections are made in virtue of this act.

With respect to anything which has been based upon such valuation roll and such collection rolls, the city treasurer shall, over his signature, make the corrections mentioned in the two preceding paragraphs, wherever it may be necessary to make them, indicating that the said corrections are made in virtue of this act.

Correc-
tions.

Subject to the special provisions of the act 22 George V, chapter 108, section 11, respecting Canada Iron Foundries Limited, as to the imposition of taxes by the city of Trois-Rivières, the said company has never owed, does not owe and will not owe, under any collection roll, assessment or imposition based on the valuation roll of 1939, any taxes computed on an amount exceeding eight hundred and fifty-three thousand dollars. But neither the Catholic School Commission of Three Rivers nor the Dissident School Trustees of Three Rivers shall be obliged to make any reimbursement by reason of the foregoing provisions.

Declara-
tory pro-
vision.

8. Section 496 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city, by the act 4 George VI, chapter 83, section 4, is amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

S. R.,
c. 233,
s. 496,
am. for
city.

"496. The complaints made under section 495 shall be decided by a special board called "board for hearing complaints against the roll". This board shall be composed of the city recorder, the city engineer and an expert appointed every year by the council to be a member of such board and to remain in office until the appointment of his successor. The council shall appoint such expert every year at the date of the depositing of the roll pursuant to section 494. The recorder shall be the president of such board and the clerk of the Recorder's Court shall act as its secretary."

Special
board.

S. R., c. 233, a. 428, §5°, remp. pour la cité:	9. Le paragraphe 5° de l'article 428 de la Loi des cités et villes (S.R. 1941, chapitre 233), remplacé pour la cité par la loi 22 George V, chapitre 108, et la loi 1 George VI, chapitre 106, article 11, est de nouveau remplacé par le suivant:	9. Paragraph 5 of section 428 of the R. S. Cities and Towns Act (R.S. 1941, chapter 233), as replaced for the city by the act 22 George V, chapter 108, and the act 1 George VI, chapter 106, section 11, is again replaced by the following:	R. S. c. 233, s. 428, §5. repl. for the city.
Lieux d'a- muse- ment.	"5° Pour régler les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions et autres représentations publiques, concerts ou salles de danse ou leur permettre, sur licence, aux conditions jugées convenables et prohiber toutes représentations ou exhibitions tendant à compromettre la sécurité publique;	"5. To regulate circuses, theatres, spectacles and other public exhibitions, concerts or dance halls or permit them, on obtaining a license, to be held upon such conditions as may be deemed fit, and to prohibit all spectacles or exhibitions tending to affect public safety;	Places of amuse- ment.
Salles de danse, etc.	Déterminer les heures de la danse ou la prohiber dans les salles de danse, les cafés, les restaurants, les auberges, les hôtels;	To determine hours for dancing or to prohibit dancing in dance halls, cafés, restaurants, inns and hotels;	Dance halls, etc.
Cafés, etc.	Ordonner la fermeture des cafés ou restaurants entre minuit et six heures du matin;	To order the closing of cafés or restaurants between midnight and six o'clock in the morning;	Cafés, etc.
Permis.	Imposer à ces établissements, pour autorisation d'y danser, l'obligation de prendre un permis ou licence pour lequel il pourra être exigé une somme n'excédant pas cent dollars en sus des autres taxes ou licences imposées par la loi."	To compel such establishments, in order to be authorized to have dancing therein, to obtain a permit or license for which a sum may be exacted not exceeding one hundred dollars in addition to the other taxes or licenses imposed by law."	Permit.
Entrée en vigueur.	10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	10. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.